

## DECLARATION DU COMITE DIRECTEUR NATIONAL DU FRODEBU.

### La diabolisation du FRODEBU: objectif permanent de l'UPRONA.

Lorsque le FRODEBU se préparait à l'agrément, des esprits malveillants affinaient déjà leurs futures armes de combat. C'est ainsi que l'hebdomadaire "L'indépendant", organe d'expression du parti UPRONA et animé par un membre du bureau exécutif du Comité Central du parti UPRONA n'hésita pas à publier des articles grossièrement mensongers et injurieux traitant notre parti de PALIPEHUTU-nouvelle formule. Le "Carrefour des idées", un autre organe de presse animé par un membre du Comité Central de l'UPRONA, alla jusqu'à dire que le FRODEBU n'est rien d'autre que le FIS algérien.

Ce tapage ne visait qu'un but: sensibiliser l'opinion publique pour faire barrage à la légalisation du FRODEBU. Rien d'étonnant que lorsque le FRODEBU fut malgré tout légalisé, les anti-démocrates sortirent les griffes. C'est ainsi que le Dr BIRABUZA André, un autre membre du Comité Central de l'UPRONA, déposa une plainte attaquant la légalisation du FRODEBU auprès de la Cour Constitutionnelle contre le Ministre de l'Intérieur et du Développement des Collectivités Locales. La Cour constitutionnelle se déclara incompétente.

Les premières sorties du FRODEBU révélèrent une image tellement différente de celle diabolique véhiculée gratuitement par "Indépendant "et autre "Carrefour des idées" que nos détracteurs furent désemparés.

L'acalmie ne dura cependant pas longtemps. Les succès fulgurants de notre parti inquiétèrent les penseurs de l'UPRONA et à partir de novembre 1992, fut élaboré une stratégie visant à présenter notre parti sous des étiquettes de tribal, de violent, de subversif, dans le but de faire peur aux populations qui adhéraient nombreux à notre parti. Les meetings de BUGANDA, de MAKAMBA et de KAYANZA animés par le président de l'UPRONA courant novembre et décembre 1992 furent caractérisés par une avalanche d'injures, de calomnies et de menaces à l'endroit de notre parti avec des appels à la violence contre notre parti et nos militants.

Nous avons pu éviter l'affrontement et les dérapages grâce à notre détermination à esquiver ceux dont la violence semble être le dernier recours pour saboter la démocratisation au Burundi.

Nos adversaires politiques ne désarmaient pas malheureusement et sautèrent sur toute occasion pour crier haro sur le FRODEBU. Le Comité Central de l'UPRONA n'hésita pas à nous rendre précipitamment responsables des morts de GITEGA lors des affrontements entre un groupe de militaires et la population sans la moindre enquête. De même, que d'efforts n'ont pas été déployés pour nous faire endosser la responsabilité de la violence de la foule contre des agents de l'ordre en civil, armés et non déclarés aux organisateurs de notre meeting de KAMENGE ce 2 janvier 1993, malgré la protection remarquée que nous avons accordée à ces infortunés, tranchant par là avec l'UPRONA qui fit lyncher quatre citoyens en 1962, au même endroit, après un discours violent prononcé par un de ses cadres.

Les incidents récents de MUTIMBUZI, MPANDA, RUGAZI et MUBIMBI tombent comme une aubaine pour l'UPRONA. Comme d'habitude, une occasion s'offre à l'UPRONA pour vilipender le FRODEBU et lui faire endosser la responsabilité des incidents de MPANDA et de MUBIMBI qui ont entraîné la mort de 6 personnes. C'est l'objectif de la déclaration du Bureau Exécutif du Comité Central de l'UPRONA rendue publique le 11 mars 1993.

L'intoxication des populations de MPANDA et de MUTIMBUZI serait-il l'oeuvre des militants du FRODEBU?

Pour le Bureau Exécutif du Comité Central de l'UPRONA, "toutes les informations les plus sûres concordent pour désigner les auteurs de ces actes comme étant des membres actifs du parti FRODEBU".

Comme d'habitude, l'UPRONA accuse avant enquête. La vérité est qu'à l'heure actuelle personne n'est en mesure d'affirmer d'où est venue cette rumeur comme quoi le président du parti UPRONA avait recruté des mercenaires en vue de massacrer les militants du FRODEBU. Les dirigeants de l'UPRONA feignent de ne pas savoir que la rumeur est un phénomène de masse qui reflète souvent une angoisse ou des désirs partagés par la foule. Chercher à mettre le nom aux auteurs d'une rumeur est un exercice hasardeux et franchement inutile, l'important étant de comprendre l'origine de la rumeur et de juguler rapidement ses effets néfastes.

Le FRODEBU développe-t-il une campagne à caractère tribaliste et terroriste pour saper l'autorité de l'administration et recruter ses militants?

Voilà une vieille rengaine maintes fois répétée par l'UPRONA et qui a fini par être ridicule aux yeux de la population. Il est franchement dommage que les milieux upronistes s'auto-intoxiquent à propos du discours politique du FRODEBU. Enfermés dans leur ghetto de pensée, peu de cadres dirigeants de l'UPRONA assistent à nos meetings. C'est dommage car ils comprendraient pourquoi les foules sont embalées par nos discours. Le désir de construire un Burundi nouveau, un Burundi d'équité, d'égalité pour tous, un Burundi de paix expurgé de toute cause de tragédie, voilà le désir des populations qui ont identifié le FRODEBU comme leur porte-parole, comme leur espoir. Ce n'est nullement par le tribalisme que le FRODEBU recrute ses militants. Ce n'est pas davantage par le terrorisme que le FRODEBU suscite des adhésions. Ces clichés ont été inventés par l'UPRONA parce que faisant partie de ses propres stratégies de recrutement, bien que leur efficacité soit plutôt douteuse.

En effet, qui a appelé tous les Bahutu à se coaliser contre le FRODEBU? C'est le président de l'UPRONA, MAYUGI Nicolas à BUGANDA le 22 novembre 1992. Et cela s'appelle du tribalisme. Qui a baptisé avec insistance le FRODEBU comme étant le PALIPEHUTU, le parti des Bahutu? C'est MAYUGI Nicolas, à KAYANZA, le 6 décembre 1992 et ailleurs! C'est quoi cela sinon un tribalisme vulgaire et méchant voulant cantonner un parti dans une ethnie pour le fragiliser et mieux le combattre! Qui présente ses collègues lors des meetings en insistant sur leur attribut hutu? Monsieur TOYI Gabriel notamment, membre du Comité Central de l'UPRONA. Cela n'est rien d'autre qu'une sollicitation tribale de la population.

L'UPRONA n'a franchement pas de leçon à donner sur cette question, le tribalisme ayant été sa maladie incurable depuis 1962 jusqu'aujourd'hui.

Dieu seul sait les efforts que le FRODEBU déploie pour que malgré cette identification tribale prise par l'UPRONA et qui a pour but de bloquer ceux qui voudraient adhérer au FRODEBU, les Barundi adhèrent sans distinction ethnique dans notre parti de changement. Beaucoup de Barundi ont compris la supercherie et tournent en dérision les accusations que l'UPRONA portent contre le FRODEBU.

Le FRODEBU recrute-t-il par le terrorisme? Quel moyen de pression le FRODEBU a-t-il pour contraindre les gens à porter le foulard FRODEBU? Même l'UPRONA qui a l'administration et toutes les forces de coercition à sa disposition devrait savoir que les militants recrutés sous pression se comportent tels qu'ils sont réellement dans l'isolement.

*Mayanis  
Sont-ils membres  
du Frodebu ou  
non?*

*Le tribalisme est  
intéressé à l'uprona  
& l'upronisme  
a créé le parti qui  
a pour but de bloquer  
en route aux  
tribalistes.*

*Rappelle Henry  
et ce n'est  
pas une leçon  
- Au cas où ce serait vrai...  
- Au cas où ce ne le serait pas*

*Voir  
document*

Par ailleurs, nous profitons de l'occasion pour dénoncer un discours maintes fois répété par des ministres, des gouverneurs et autres cadres de l'UPRONA et de l'administration consistant à dire aux populations que: "adhérer au FRODEBU, c'est se diriger vers les chemins de l'exil, c'est se préparer à être veuves pour les femmes". Cela s'appelle réellement du terrorisme. Qui ne voit donc pas par là que l'UPRONA nous prête ses propres défauts?

La Direction Nationale du FRODEBU couvre-t-elle les actes de violence dont les militants se rendent coupables?

Un militant du FRODEBU est avant tout un citoyen. S'il est coupable d'un délit quelconque, il doit en répondre devant la loi. Pourquoi l'UPRONA nous cite-t-il souvent des cas de violence dont nos militants seraient coupables sans que ces cas soient portés devant la justice? N'est-ce pas plutôt la preuve qu'il s'agit de faits divers gonflés sciemment, politisés à dessein pour des motifs de propagande politique? A moins que ces faits soient le résultat d'une pure imagination comme nous l'avons vérifié dans bien des cas.

Toujours est-il que le FRODEBU n'a jamais empêché la loi de frapper un citoyen coupable de délit. De même qu'on ne condamne pas l'Eglise lorsqu'un chrétien commet un délit, l'UPRONA devrait abandonner la fâcheuse habitude de vilipender le FRODEBU lorsqu'un militant ou supposé tel commet un délit.

Le FRODEBU a-t-il conditionné ses militants à structurer une aversion contre les forces de l'ordre?

Qui a intérêt à ce qu'il y ait conflit entre les forces de l'ordre et les militants du FRODEBU? Ce n'est certainement pas notre parti dont le discours sur cette question vise inlassablement à rapprocher les forces de l'ordre de la population. C'est d'ailleurs pour saboter cet effort qui commence à porter ses fruits que des extrémistes du genre MUKASI Charles et consorts écrivent et discourent que le FRODEBU veut "précipiter les militaires dans le lac Tanganika"; que Monsieur NDADAYE veut "réduire l'armée au chômage" (cf. Indépendant n°55 du 5 mars 1993), en faisant fi de toutes nos déclarations à ce sujet et qui, fort heureusement, ont contribué à décrier les relations entre les forces de l'ordre et la population. Nous nous investirons avec toute la volonté nécessaire pour que les forces de l'ordre et nos nombreux militants comprennent leur intérêt réciproque à coopérer, à s'apprécier, n'en déplaise aux extrémistes de tous bords qui rêvent d'un Burundi où des tueries massives leur permettraient de jouir seuls du gâteau national.

Ceux qui ne veulent pas comprendre l'essence de notre message de paix -et ils sont nombreux à l'UPRONA- devraient savoir que dans ce domaine de lutte politique, il est de plus en plus prouvé que la violence ne procure jamais un avantage décisif à la partie gagnante. Au contraire, la violence crée des rancoeurs, des haines qui vont alimenter l'énergie vengeresse du perdant d'hier et le cycle infernal recommence.

Le FRODEBU a décidé de mettre fin à cette logique. Nous ne voulons pas nous rendre compte de cette évidence après une longue guerre civile avec son cortège de tueries et de malheurs. C'est pourquoi nous continuerons sur notre lancée d'unir le peuple aux forces de l'ordre sans nous préoccuper de ceux qui, naïvement, ridiculisent notre option ou ceux qui, malhonnêtement, déforment nos intentions déclarées.

Etant donné tout ce qui précède, le FRODEBU:

1. Condamne sans détour le lynchage des 6 personnes dans les communes MPANDA et MUBIMBI.
2. Réclame une enquête neutre et impartiale notamment pour identifier l'origine de la rumeur qui a mis la population en état de fureur meurtrière.

*Mais il n'a jamais dénoncé  
Au cours des  
émissions, il a  
justifié, expliqué.*

*A oublié de  
dénoncer le  
limat et unifier  
le pays: par conséquent*

*JB*

3. Dénonce l'amalgame devenue habitude de faire endosser par le FRODEBU tous les incidents qui se déroulent dans ce pays.
4. Dénonce cette stratégie de l'UPRONA qui consiste à diaboliser le FRODEBU en lui accolant des étiquettes de tribaliste et de terroriste pour des motifs de propagande politique.
5. Prie l'opinion nationale et internationale à bien cerner le sens de l'affrontement actuel FRODEBU-UPRONA en situant cet affrontement dans la lutte pour la conquête ou le maintien du pouvoir, en se méfiant des procès de diabolisation gratuite qui n'ont d'autre but que le noircissement à peu de frais de l'adversaire politique.
6. Recommande aux forces démocratiques du pays de déjouer tous les pièges des groupuscules extrémistes dont le rêve est de saborder le processus de démocratisation du pays.
7. Recommande à tous les militants et sympathisants du FRODEBU de garder leur calme et leur sérénité, de se préparer chaque jour davantage pour les échéances électorales sans se laisser distraire par les manoeuvres d'intimidation orchestrées par nos adversaires politiques.
8. Demande aux forces de l'ordre de refuser les sollicitations partisans, de percevoir que leur intérêt ainsi que celui du peuple burundais se trouvent mieux servis dans leur neutralité face aux luttes politiques.
9. Enfin, le FRODEBU promet à l'opinion nationale et internationale, de rendre public, et cela sans délai, les comportements indignes et les actes de violence aux niveaux national, provincial et communal des cadres de l'UPRONA et de l'Administration, agissements destinés à bloquer l'activité de notre parti et ce à la défaveur de la démocratie burundaise. Ceci permettra aux amis du Burundi de percevoir dans ses justes dimensions la campagne d'un adversaire qui n'a jamais cru au pluralisme politique et qui aujourd'hui cherche désespérément à barrer la route de la compétition à un concurrent qui l'inquiète.

*Ce n'est pas  
cela !  
même si c'était  
lui le FRODEBU  
ne savait pas  
d'accord, puisque  
il remie le principe  
de base de l'  
affaire: la chute?*

*An fait qui  
est vraiment  
inquiète ?*

Fait à Bujumbura, le 17 mars 1993  
Pour le Comité Directeur National du FRODEBU  
Le Président et Représentant Légal  
Melchior NDADAYE.-

